

Recherches sociographiques

Modernisation, rapports de production et division sexuelle du travail à la ferme, comité de Montmagny, 1951-1981

Bill Reimer et Frances M. Shaver

Le monde rural
Volume 29, numéro 2-3, 1988

URI : [id.erudit.org/iderudit/056372ar](https://doi.org/10.7202/056372ar)
<https://doi.org/10.7202/056372ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN 0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Reimer, B. & Shaver, F. (1988). Modernisation, rapports de production et division sexuelle du travail à la ferme, comité de Montmagny, 1951-1981. *Recherches sociographiques*, 29(2-3), 329-348. <https://doi.org/10.7202/056372ar>

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-d-utilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

MODERNISATION, RAPPORTS DE PRODUCTION ET DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL À LA FERME DANS LE COMTÉ DE MONTMAGNY, 1951-1981

En étudiant la division du travail sur la ferme, il faudra tenir compte du degré de modernisation de l'entreprise et de celui de sa dépendance des rapports de production capitalistes. L'analyse indique qu'il se combine pour influencer sur les rôles sexuels, mais pas d'une façon simple : chez les hommes, les activités ménagères et agricoles et le travail hors ferme sont davantage influencés par la modification des rapports de production, alors que l'activité des femmes, dans ces domaines, varie considérablement en fonction de l'interaction entre les deux dimensions. L'inverse est vrai pour la participation aux groupements communautaires. Les données proviennent d'une petite paroisse du Québec ; il s'agit d'entrevues semi-dirigées, réalisées auprès des membres adultes de 63 familles agricoles choisies au hasard.

Les chercheurs s'intéressent de plus en plus, depuis peu, au rôle des femmes dans l'agriculture. Certains affirment qu'il s'est amoindri au gré du développement capitaliste des fermes modernes ; d'autres soutiennent que les femmes prennent toujours une importante part, mais que les données officielles la sous-estiment systématiquement en négligeant le travail non rémunéré ou en utilisant une définition trop restrictive du travail agricole.¹

Notre étude ne permet de récuser ni l'une ni l'autre de ces thèses. Le développement économique ne touche pas uniformément tous les individus puisque ses effets s'exercent par les structures sociales des ménages qui, à leur tour, affectent les rôles de leurs membres. En étudiant la division du travail sur la ferme, par exemple, il faudra tenir compte de ce que le développement des grandes exploitations de type capitaliste n'élimine pas celles qui persistent dans le modèle de la « petite production » (GHORAYSHI, 1987 ; HEDLEY, 1976). Selon

1. Pour la première thèse, voir ABELL (1966), VERDON (1973) et GRAFF (1979) ; pour la seconde, KOSKI (1982), DION (1983), IRELAND (1983), WATKINS (1985), REIMER (1986) ou SHAVER (1987).

qu'un ménage appartient à l'un ou à l'autre type, la distribution des rôles selon le genre y évoluera différemment.

Ainsi, dans le comté de Montmagny, les membres des ménages agricoles répartissent leurs loisirs et leurs travaux d'une manière qui varie en fonction du degré de modernisation de leur ferme et de celui de sa dépendance des rapports de production capitalistes.

Les données présentées ici ont été recueillies en 1979 à l'occasion d'une recherche plus générale effectuée à Cap-Saint-Ignace, une petite localité du comté.² D'une population avoisinant les 3 000 personnes formant 809 foyers, la paroisse est située à 11 km du chef-lieu de Montmagny. Nous y avons séjourné un an. Pour les fins de notre étude un échantillon stratifié a été constitué de telle façon que 63 (71%) des 89 ménages agricoles officiellement reconnus par l'Union des producteurs agricoles ont été choisis au hasard, de même que 22 (3%) des 817 ménages non agricoles recensés par le curé.

Notre analyse s'appuie sur les entrevues semi-dirigées réalisées auprès des membres adultes composant les ménages agricoles.³ Les renseignements compilés ont trait au type de main-d'œuvre engagée sur la ferme étudiée, au degré de modernisation de l'entreprise, à la division du travail à la ferme et dans le ménage, et aux formes de travail et de loisirs auxquelles s'adonnent les membres de la famille (y compris le travail agricole, le travail domestique, le travail salarié hors ferme et la participation aux associations communautaires). De plus, on a demandé à chaque répondant de nous dresser son emploi du temps pour le premier jour de la semaine suivant l'entrevue. L'identification des activités lui incombait, mais elles devaient couvrir une journée complète de 24 heures, fragmentée en périodes de 15 minutes.

En ce qui concerne la représentativité, notre échantillon est à peu près conforme aux données municipales d'ensemble pour quelques variables majeures : soit le nombre de fermes, la forme juridique et la valeur des fonds de terre et de bâtiments. Nos estimations de 1979 s'écartent de moins de 5% des chiffres tirés du recensement de 1981. Notre échantillon surestime légèrement la proportion des fermes déclarant des ventes de 25 000 \$ ou moins et celle embauchant de la main-d'œuvre, mais la déformation n'est pas suffisante pour remettre en question la validité de nos conclusions.⁴

2. La recherche a été soutenue financièrement par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada ; Shaver a aussi profité d'une bourse postdoctorale du même organisme.

3. L'échantillon des fermes a été choisi selon une technique d'échantillonnage avec remplacement. Sur les 100 cultivateurs tirés, huit n'en étaient pas, cinq étaient d'anciens fermiers, dix ne furent pas capables de compléter l'entrevue, et douze ont refusé de participer à l'étude. Jusqu'à quatre membres par ménage ont été interviewés. Chaque entrevue, qui a duré de une à deux heures, a été menée en français.

4. La première surestimation est attribuable aux changements dans la structure de l'agriculture : selon le recensement de 1971, les fermes aux faibles ventes constituent 77% de l'ensemble ; notre

1. Structure de la main-d'œuvre

Le comté de Montmagny est situé à environ 70 kilomètres à l'est de Québec sur la rive sud du Saint-Laurent. La terre n'y est pas très bonne, mais l'agriculture n'a pas moins dominé l'économie de la région depuis l'époque de la Nouvelle-France. Comme c'est souvent le cas au Québec, les fermes laitières prédominent, même si l'on trouve dans les paroisses plusieurs élevages de porcs, de bœufs et de volailles.

L'agriculture n'est cependant pas la seule activité économique du comté. On compte en particulier autour de Montmagny, ville principale de la région, un grand nombre de petites entreprises (produits alimentaires, forestiers et mobiliers) qui attirent souvent les membres des familles agricoles de la région.

Le comté n'a pas été épargné par les changements survenus dans l'ensemble du Québec agricole. Depuis 30 ans, les fermes ont diminué en nombre et augmenté en taille. De 1971 à 1981, leurs ventes totales se sont accrues considérablement, passant de 6 866 à 34 686 \$, en dollars constants, et leur valeur moyenne s'est multipliée par 5,7, passant de 29 214 à 165 843 \$. La demande globale de main-d'œuvre agricole rémunérée a augmenté, mais le secteur a perdu de l'importance en termes relatifs: seulement 6,6% des travailleurs s'occupait d'agriculture en 1981, comparativement 33,6% en 1951 (Tableau 1).

TABLEAU 1

Situation des fermes du comté de Montmagny, 1951-1981.

INDICATEURS	1951	1961	1971	1981
Nombre de fermes		1 222	656	488
Nombre d'exploitations commerciales *		708	413	361
Nombre moyen d'acres par ferme		146	151	178
Nombre moyen d'acres de terre améliorée	65,7	82,1	105,3	100,3
Ventes moyennes ** (\$)		3 333	5 372	9 472
Valeur immobilisée moyenne ** (\$)		14 508	22 859	45 238
Nbre moyen de semaines de travail rémunéré		13,5	12,2	30,5
Population active en agriculture (%)	33,6	23,1	9,2	6,6

SOURCES: *Statistique Canada*, 94-522, 94-741, 96-535, 96-706, 96-906.

* Pour 1961, leurs ventes dépassaient 1 200 \$. Pour 1971 et 1981 la frontière était fixée à 2 500 \$.

** En dollars constants de 1961 (selon l'index des prix agricoles).

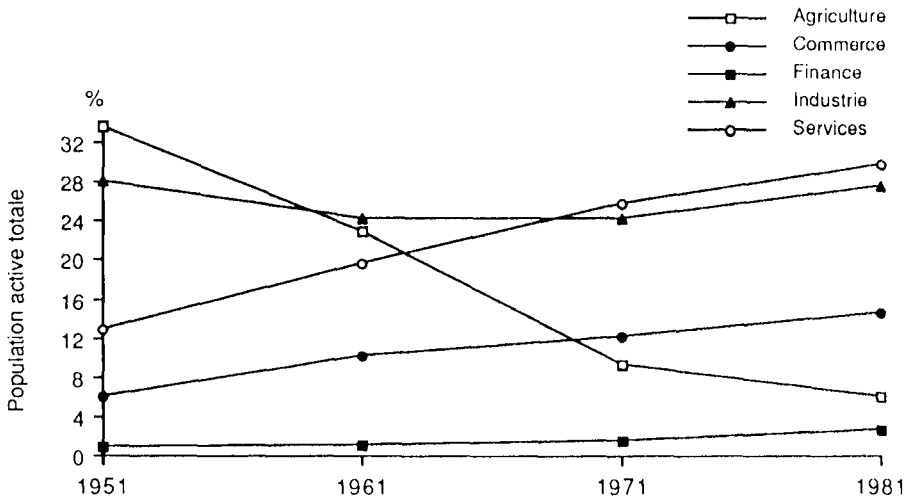
échantillon de 1979 en compte 61% et le recensement de 1981 n'en compte que 41%. La seconde dépend simplement d'une variation dans la définition opératoire: quand on exclut de nos données les travailleurs *familiaux* rémunérés, la proportion de fermes embauchant de la main-d'œuvre est identique à celle de la municipalité (40%).

L'augmentation la plus marquée de l'emploi s'est produite dans le secteur des services : il est passé de la troisième place à la première, dépassant le secteur manufacturier pour le pourcentage d'emplois, tandis que l'agriculture glissait du premier au dernier rang. Malgré de faibles variations, les emplois manufacturiers sont demeurés constants par rapport aux autres types (Graphique 1). Les emplois accessibles dans ce secteur ont contribué, pour une bonne part, à la survie des ménages agricoles : 61,9% d'entre eux déclarent qu'au moins un de leurs membres travaille régulièrement à l'extérieur de la ferme, plusieurs dans le secteur manufacturier.

Le taux de chômage dans le comté étant passé de 2,06% en 1951 à 13,2% pour les hommes et 18,1% pour les femmes en 1981, les transferts gouvernementaux se sont ajoutés aux ventes agricoles et au travail hors ferme comme source importante de revenus pour nombre de familles. Dans notre échantillon, 49% d'entre elles vivent partiellement d'Assurance-chômage, de pensions et d'Aide sociale. Ces recours permettent aux individus d'amortir les variations saisonnières de l'emploi, et aux entreprises de profiter d'un bassin de main-d'œuvre à temps partiel selon les aléas de la conjoncture.

GRAPHIQUE 1

*Distribution de la main-d'œuvre selon le secteur d'emploi,
comté de Montmagny, 1951-1981.*



SOURCES : *Statistique Canada*, 94 522, 94 741, 94 906.

2. Évolution du travail à la ferme

Le nombre de personnes actives en agriculture a diminué radicalement depuis trente ans (Tableau 2). La représentation relative des femmes s'est toutefois accrue de 1,68 à 19,49%. Leur taux de participation réelle (1,16%) a également augmenté surtout autour de 1961 et de 1971 ; malgré un léger recul en 1981, ce taux restait plus élevé que le 0,5% de 1951.⁵ Ces données suggèrent que ce sont les hommes, encore plus que les femmes, qui ont délaissé l'agriculture. Dans l'ensemble, celles-ci sont parvenues à maintenir leur niveau d'activité, le haussant même à certaines périodes (Tableau 3).

TABLEAU 2

Distribution selon le sexe de la population active, agricole et totale, comté de Montmagny, 1951-1981.

POPULATION ACTIVE	1951	1961	1971	1981
EN AGRICULTURE	2 679	1 795	745	590
Proportion de femmes (%)	1,68	15,77	24,83	19,49
Proportion d'hommes (%)	98,32	84,23	75,17	80,51
FÉMININE	1 297	1 856	2 435	3 500
Proportion en agriculture (%)	3,5	15,2	7,6	3,2
MASCULINE	6 666	5 906	5 650	6 450
Proportion en agriculture (%)	39,5	25,6	9,9	7,4

SOURCES : *Statistique Canada*, 94-522, 94-741, 94-906.

TABLEAU 3

Taux de participation de la main-d'œuvre agricole dans la main-d'œuvre totale, selon le sexe, comté de Montmagny, 1951-1981.

POPULATION EN ÂGE DE TRAVAILLER *	1951	1961	1971	1981
FEMMES	7 771	8 050	9 085	9 880
Proportion active en agriculture (%)	0,58	3,52	2,04	1,16
HOMMES	8 064	8 290	8 965	9 820
Proportion active en agriculture (%)	32,66	18,24	6,25	4,84

SOURCES : *Statistique Canada*, 94-522, 94-741, 94-906.

* 14 ans et plus en 1951 ; 15 ans et plus par la suite.

5. Contrairement à la proportion d'hommes et de femmes dans la population active (Tableau 2), leurs taux de participation sont statistiquement indépendants l'un de l'autre. Ils sont fondés sur la proportion des hommes (ou des femmes) d'au moins 14 ou 15 ans qui font partie de la population active.

Toutefois, les statistiques officielles sous-évaluent la participation réelle des femmes.⁶ Dans notre échantillon, elles représentent 29% de la main-d'œuvre agricole de Cap-Saint-Ignace, presque 10% de plus que le chiffre officiel de 19,49% (Tableau 4).⁷ Leur participation est probablement plus importante encore, car les répondants eux-mêmes la sous-estiment. Dans 31 ménages, l'épouse du cultivateur n'est pas déclarée travailleuse agricole. Un examen plus attentif de l'emploi du temps et des tâches domestiques révèle que, chez 24 d'entre eux, elle a consacré du temps à des fonctions reliées à l'exploitation agricole [habituellement à la comptabilité (7 cas), aux champs ou au potager (17)]. Si on comptait ces collaboratrices, le pourcentage de femmes actives dans l'agriculture à Cap-Saint-Ignace monterait de 29 à 35%, un chiffre qui reflète probablement mieux leur participation concrète.

Les évaluations conservatrices du tableau 4 montrent que les femmes sont presque toutes classées comme travailleuses familiales non salariées (76 femmes, soit 95%). Les employés masculins sont plus communément rémunérés (24,4% contre 5% des femmes) et le plus souvent étrangers à la famille (24,4% contre 1,3% des femmes), ce qui explique peut-être une partie des différences constatées dans les statistiques officielles au sujet de la participation des femmes. Même si la catégorie officielle « main-d'œuvre agricole » comprend les travailleurs non rémunérés, il est probable que cette extension n'est pas toujours respectée au moment du recensement. À se fier à nos données, l'ommission la plus fréquente chez les enquêteurs ou les répondants est l'apport non rémunéré de la conjointe.

En outre, une large part des tâches féminines n'entrent pas dans la définition officielle du travail agricole, car les catégories usuelles, tant orthodoxes que critiques, privilégient presque exclusivement la production des biens destinés au marché commercial. On se limite à des activités comme le travail aux champs, le soin des animaux, la traite, l'entretien de l'équipement ou des bâtiments, et la comptabilité, en oubliant les tâches rattachées à l'autoconsommation (comme le jardinage, la mise en conserve et la congélation des aliments, l'artisanat, et la coupe du bois) ou les corvées domestiques irrégulières (le déneigement, la réparation et l'entretien de l'extérieur de la maison, etc.) qui font pourtant partie de l'ouvrage inhérent à l'exploitation d'une ferme⁸; on néglige aussi le travail à

6. La distribution de la main-d'œuvre agricole selon le sexe n'est pas disponible pour la municipalité. Il a donc fallu comparer nos résultats aux statistiques officielles du comté. Heureusement, les deux sont comparables: notre échantillon est représentatif du comté selon trois variables importantes (genre du produit, forme juridique et résidence de l'exploitation) et ne diverge que légèrement selon deux autres (nous sous-estimons de 10% la taille de la ferme et surestimons de 7% l'embauche de travailleur rémunéré).

7. Les statistiques officielles sur la population active regroupent dans la main-d'œuvre agricole, sans distinction, quiconque exécute un travail agricole, rémunéré ou non. Ces catégories figurent séparément au tableau 4.

8. Cette affirmation est soutenue ailleurs (SHAVER, 1980; REIMER et SHAVER, 1988; REIMER, 1986).

TABLEAU 4

*Distribution de la main-d'œuvre agricole selon le sexe,
Cap-Saint-Ignace, 1979.*

TYPES DE MAIN-D'ŒUVRE	SEXE		
	Femmes	Hommes	Inconnu
EXPLOITANT-PROPRIÉTAIRE	0	63	0
TRAVAILLEURS FAMILIAUX *			
• non rémunérés	76	78	0
• rémunérés	3	5	0
TRAVAILLEURS NON FAMILIAUX			
• non rémunérés	0	5	4
• rémunérés	1	42	35
TOTAL	80	193	39
PROPORTION (%)	29	71	

* Il faut être membre permanent du ménage pour être considéré travailleur familial.

l'extérieur de l'entreprise, qui peut également être un appoint financier direct à l'exploitation puisque l'argent gagné y est souvent réinvesti.⁹ Il n'entre pas dans le cadre de cet article de s'étendre sur la notion de travail agricole ; qu'il suffise de rappeler qu'une définition plus précise et plus englobante élargit considérablement la perception qu'on se fait de l'apport des femmes à l'exploitation.

Leur participation aux activités directement rattachées à la production agricole a augmenté. Les données du tableau 5 en reflètent l'évolution depuis dix ans. Elle s'est accrue dans 5 des 8 activités généralement retenues par les statistiques officielles au titre du travail *agricole*, alors que celle des hommes n'a augmenté qu'à un seul de ces chapitres (la réparation des véhicules). Elle est encore plus importante lorsqu'on assouplit la définition en équité avec les pratiques réelles : sur les huit tâches supplémentaires, sept ont donné lieu à une augmentation. Enfin la participation des femmes au travail *domestique* s'est accrue dans six des activités servant d'indicateurs. Globalement, les occupations masculines n'ont pas changé autant : les hommes n'ont participé davantage qu'à trois des tâches domestiques et à une seule des activités agricoles.

Ces données autorisent d'intéressantes observations concernant l'évolution du rôle des femmes et des hommes à la ferme. Premièrement, en comparaison avec celle des hommes, la participation des femmes s'est accrue : une proportion

9. WATKINS (1985: 60), IRELAND (1983: 47), KOSKI (1982) et DION (1983) mentionnent que le revenu tiré de ce travail est habituellement réinvesti dans la ferme, du moins dans le cas des femmes.

plus importante de la population féminine prend part à la vie agricole; le nombre absolu de femmes qui y sont actives a augmenté; la proportion des agricultrices dans la population féminine active a grandi, comme celle des travailleuses dans la main-d'œuvre agricole totale. De 1951 à 1981, au contraire, la participation des hommes a diminué constamment sous chacun de ces rapports. Deuxièmement, malgré une « sous-évaluation » officielle de celle des femmes d'au moins 15%, celles-ci participent quand même davantage aux tâches incluses dans la définition officielle.

3. *Division sexuelle du travail à la ferme*

Si l'on s'en tient à ces données, on peut être tenté de présumer que les processus structurels qui influencent la division sexuelle du travail sont socialement généralisés et agissent indistinctement et uniformément sur chaque personne, partout dans le milieu rural. On suivrait ainsi les théoriciens de la modernisation ou de l'urbanisation, qui voient le monde rural comme plus résistant au changement que la ville, mais qui affirment qu'il finira par adopter les valeurs et l'organisation sociale typiques de la modernité ou de l'urbanité. Les hiatus du processus général sont interprétés comme des *retards* (culturel, social ou économique) que la modernisation viendra bientôt combler.

Pourtant, les données ne manquent pas pour mettre en doute ces généralisations et pour étudier plus finement les variantes de la division sexuelle du travail qui apparaissent dans le monde rural, en tenant compte du caractère dualiste du développement agricole au Canada. Tel sera maintenant notre propos.

Dans la suite de notre idée sur l'évolution du travail des femmes à la ferme (SHAVER, 1987), nous avons retenu deux dimensions pour raffiner l'analyse: le type de rapports de production établis dans l'exploitation et le degré de modernisation atteint.

Le concept de *rapport de production* est centré sur les relations sociales dans l'organisation de la production agricole. Dans une économie capitaliste, c'est l'ampleur du salariat qui sera le principal indicateur de la transformation des rapports de production à la ferme. Sur cette base, les exploitations agricoles se rattachent à trois types: capitaliste, semi-capitaliste et familiale.

BUTTEL (s.d.) et GHORAYSHI (1987) définissent l'exploitation capitaliste comme celle où l'embauche annuelle d'employés équivaut à au moins 5 années-personnes de travail. Comme la taille du ménage agricole diminue et, avec elle, les possibilités du recrutement interne des collaborateurs, on engage du personnel pour compenser.¹⁰ Notre définition prend plutôt appui sur la proportion

10. La taille moyenne de la famille agricole canadienne est passée de 4,5 personnes en 1951 à 3,8 en 1981 (GHORAYSHI, 1987: 360).

TABLEAU 5

*Changements dans la division des tâches domestiques et agricoles entre les sexes,
Cap-Saint-Ignace, 1969-1979. **

ACTIVITÉ	PART FÉMININE ACCRUE (% des ménages) **
TÂCHES AGRICOLES (sens restreint)	
Écurage	14
Entretien de l'équipement	7
Comptabilité	7
Soin du bétail	5
Traite	3
Soin de la volaille	0
Travail aux champs	0
Réparation des véhicules	-2
TÂCHES PÉRIAGRIQUES (sens élargi)	
Jardinage (préparation)	15
Peinture à l'intérieur	12
Réparation dans la maison	8
Jardinage (entretien)	6
Réparation à l'extérieur	5
Peinture à l'extérieur	4
Déneigement	2
Coupe du bois de chauffage	0
TÂCHES DOMESTIQUES	
Achat des aliments	7
Préparation du dîner	3
Préparation du souper	3
Ménage	3
Lessive	3
Repassage	3
Autres achats	0
Soins médicaux aux enfants	0
Soins réguliers aux enfants	0
Comptabilité	0
Vaisselle	2
Couture	-2
Préparation du déjeuner	-5

* Échantillon de familles comprenant des adultes des deux sexes (N = 61).

** La proportion pour chaque activité a été calculée selon la formule suivante :

$$\left(\frac{\text{augmentation part femmes} - \text{augmentation part hommes}}{\text{nombre total de ménages}} \right) \times 100$$

relative du travail rémunéré dans l'ensemble de la main-d'œuvre mobilisée annuellement : sera considérée « capitaliste » toute exploitation où au moins 60 % du travail est exécuté par des employés qui ne sont pas membres permanents du ménage. Même si cette définition opératoire diffère de la norme habituelle, fondée sur le monde (elle pourrait inclure une exploitation où l'embauche annuelle d'employés n'équivaut qu'à une ou deux années-personnes de travail), elle ne s'en écarte pas sur le plan théorique puisque l'extension du salariat reste le premier critère de repérage. Cinq fermes de notre échantillon (7,9 %) correspondent à cette catégorie.¹¹

Une exploitation semi-capitaliste est celle qui a recours à du travail non rémunéré aussi bien que rémunéré. Entrent ici toute celles où de 1 à 59 % du travail est confié à des salariés qui ne sont pas membres permanents du ménage. Il y a 30 cas de ce type dans notre échantillon (47,6 %). Conceptuellement, on recoupe ici ce que GHORAYSHI (1987) appelle les « petits bourgeois employeurs » et BERNIER (1980), « la petite production autonome ».

Les 28 fermes (44,4 %) classées comme « faibles » en ce qui a trait aux rapports de production capitalistes n'ont recours qu'à de la main-d'œuvre non rémunérée (habituellement membre du ménage).¹² Elles sont, sur le plan théorique et opératoire, analogues aux « fermes familiales » de LESSARD (1976) et aux « petits bourgeois non-employeurs » de Ghorayshi. Nous les appelons tout simplement, comme Lessard, *fermes familiales*.

Le processus de modernisation — seconde piste de classification retenue — va de pair avec la mécanisation et la spécialisation des fermes, l'élargissement des surfaces exploitées (consolidation), la commercialisation des produits, la modification des formes d'organisation et des méthodes de gestion. L'augmentation de la productivité ainsi recherchée dépendra alors de l'importance du capital investi, de la valeur totale des terres, des bâtiments et de la machinerie d'une exploitation.¹³ À partir de cet indicateur, les fermes ont été réparties selon trois degrés de modernisation : faible (investissement inférieur à 85 000 \$), moyen

11. Les fermes de notre échantillon qui entrent dans cette catégorie dépendaient entièrement du travail rémunéré (sauf celui du propriétaire-exploitant), mais l'embauche n'était jamais supérieur à 2 années-personnes de travail. Elles se rapprochaient de la norme de BERNIER (1980) qui considère comme capitalistes toutes les exploitations où le travail rémunéré est d'au moins une année-personne.

12. Tous les membres de la famille habitant avec le ménage ont été considérés comme de la main-d'œuvre non rémunérée même lorsqu'ils étaient payés, puisque leur salaire était habituellement une simple entrée aux livres pour usage fiscal ou était réinvesti dans la ferme. Pour un examen plus détaillé de la question, voir SHAVER (1987).

13. Dans une petite paroisse comme Cap-Saint-Ignace, où il y a peu de variation dans la qualité du sol, le facteur décisif influençant la valeur de la terre est sa superficie. On a donc jugé raisonnable d'inclure la valeur des terres dans l'incide parce qu'elle va de pair avec la consolidation des fermes, aspect important de la modernisation.

(entre 85 000 et 180 000 \$) et élevé (180 000 \$ et plus). Nous en avons trouvé 33,3% dans la première catégorie, 38,9% dans la deuxième et 24,1% dans la troisième.¹⁴

En combinant nos deux dimensions, les fermes de notre échantillon se répartissent en neuf différents types (Tableau 6). Malgré le degré élevé d'association entre les dimensions ($\gamma = 0,57$), il est évident que les données ne permettent pas d'assimiler la modernisation technique des exploitations agricoles au développement interne du salariat puisque les exploitations modernes ne sont pas toutes également avancées sur la voie capitaliste. Cependant, toutes les exploitations capitalistes sont hautement modernisées, ce qui réduit le nombre de types de 9 à 7.

Examinons maintenant sous quatre angles l'activité des ménages de cultivateurs : le travail agricole, le travail rémunéré hors ferme, le travail domestique et la participation à la vie communautaire. La mesure des trois premières occupations provient de l'analyse du budget-temps;¹⁵ celle de la dernière s'appuie sur une autre partie de notre questionnaire visant à comptabiliser les heures consacrées aux associations du milieu durant les deux mois ayant précédé l'entrevue.

TABLEAU 6

*Classification des fermes selon le degré de modernisation
et le type de rapports de production,
Cap-Saint-Ignace, 1979.*

MODERNISATION	RAPPORTS DE PRODUCTION			TOTAL
	Familiaux	Semi-capitalistes	Capitalistes	
Faible	8	9	—	17
Moyenne	10	11	—	21
Élevée	1	7	5	13
TOTAL	19	27	5	51

Gamma = 0,572; $p < 0,002$.

14. Ces pourcentages sont établis sur un nombre total de 51, au lieu de 63, parce que les informations sur le capital investi manquaient dans les autres cas.

15. Les activités décrites par les répondantes sur le budget-temps ont été regroupées en sept catégories : travaux agricoles, travaux domestiques (Tableau 5), travail hors ferme, soins personnels, école/cours, loisirs/temps libre, et déplacements. À partir de là, on a calculé en minutes le temps consacré quotidiennement à chacune, ou à chaque catégorie d'activité.

Travail agricole

Le tableau 7 évalue la durée du travail agricole effectué par les femmes et les hommes des divers types de ménages. On remarque immédiatement que les femmes des exploitations capitalistes très modernes ne font aucun travail agricole, ce qui rejoint certaines prévisions concernant l'évolution du rôle des femmes en agriculture (ABELL, 1966 ; GRAFF, 1979 ; SEGALÉN, 1980). Il est par contre étonnant de constater que celles qui vivent sur une ferme familiale ne sont pas nécessairement les plus actives. Seules celles qui appartiennent à une ferme moyennement moderne participent substantiellement.

Même si aucune des relations affectant la part des femmes au travail agricole (ni l'effet d'interaction entre les variables, ni les effets indépendants de chacune) n'est hautement significative, certaines tendances se dégagent.¹⁶ Ainsi dans les fermes familiales et semi-capitalistes, une modernisation moyenne ajoute à la part des femmes. Par ailleurs, dans les fermes faiblement ou fortement modernisées, capitalisme et travail agricole féminin montent de concert, mais ce n'est pas le cas des exploitations au degré moyen de modernisation.

La situation est considérablement différente pour les hommes. L'interaction entre nos deux dimensions a des effets significatifs sur leurs tâches ($p < 0,012$), tout comme les rapports de production capitalistes, pris à eux seuls ($p < 0,001$). En elle-même, la modernisation n'a que peu, sinon pas d'effet (Tableau 7). Chez les hommes à l'ouvrage sur des fermes faiblement ou moyennement modernisées, une augmentation de la dépendance des rapports de production capitalistes entraîne une augmentation substantielle du travail (en moyenne 395 minutes ou 6,58 heures par jour pour les premières ; 224 minutes ou 3,73 heures dans les autres). En d'autres termes, l'embauche de main-d'œuvre ne réduit pas, dans ces cas, la tâche agricole des hommes du ménage. Par ailleurs, c'est l'inverse qui se produit dans les fermes fortement modernisées : l'organisation capitaliste tend à abaisser alors la quantité de travail exécuté par eux. La diminution est en fait assez substantielle, passant de 803 minutes dans une ferme familiale à 543 minutes dans l'exploitation de type capitaliste (une diminution de 260 minutes ou 4,3 heures par jour).

De façon générale, trois tendances émergent. Premièrement, le type de ferme influence beaucoup la division sexuelle du travail agricole : l'écart entre les types peut atteindre 271 minutes par jour pour les femmes et 557 minutes (9,3 h) pour les hommes.

16. La signification statistique des données des tableaux 7 à 10 est dégagée à partir d'une analyse de variance à deux sens. On utilise l'approche classique, modifiée pour les données non orthogonales. Une fois isolés les effets indépendants, l'effet d'interaction est identifié au résidu, ce qui permet de mieux tester l'hypothèse d'interaction.

TABLEAU 7

Durée des travaux agricoles des femmes et des hommes,
selon le degré de modernisation et le type de rapports de production,
Cap-Saint-Ignace, 1979.*

MODERNISATION	RAPPORTS DE PRODUCTION					
	Familiaux		Semi-capitalistes		Capitalistes**	
	min/jour	N***	min/jour	N	min/jour	N
FAIBLE						
femmes	122	8	207	14	—	
hommes	246	14	641	14	—	
MOYENNE						
femmes	271	11	241	13		
hommes	414	16	638	13	—	
ÉLEVÉE						
femmes	53	2	225	7	0	5
hommes	803	2	569	7	543	5

* Tâches incluses dans la définition restreinte et la définition élargie.

** En raison du petit nombre de cas, les femmes et les hommes de ces fermes ont dû être exclus de l'analyse de variance.

*** Le nombre de répondants sur chaque type de ferme comprenant des adultes des deux sexes est 131.

Effets principaux :	femmes	hommes
rapports de production	$p < 0,38$	$p < 0,001$
modernisation	$p < 0,21$	$p < 0,303$
— interaction des deux phénomènes		$p < 0,012$

Deuxièmement, l'interaction entre la modernisation et les rapports de production ne touchent pas les deux sexes de la même manière. Dans le cas des exploitations très modernisées, la tâche des femmes est élevée lorsque les rapports sont semi-capitalistes, puis tombent brusquement à zéro quand ils deviennent capitalistes ; chez les hommes, la réduction de la tâche va de pair avec la conversion graduelle au capitalisme. Sur les fermes moyennement modernisées, le recours croissant à des employés à salaire s'accompagne d'une légère diminution de la participation féminine (30 minutes par jour), tandis qu'il augmente substantiellement celle des hommes (224 min ou 3,7 h).

Troisièmement, les fluctuations de la division sexuelle du travail, selon le degré de modernisation, sont les plus fortes sur les fermes familiales : c'est là que,

tant chez les hommes que chez les femmes, on s'occupe proportionnellement le plus aux travaux agricoles (271 minutes par jour chez les femmes des fermes moyennement modernisées; 803 minutes chez les hommes des fermes très modernes), mais aussi, le moins (246 min, hommes, fermes les moins modernisées; 53 min, femmes, modernisation très avancée). Il est difficile de conclure autrement qu'en constatant que l'organisation familiale de la production laisse une plus grande marge aux stratégies d'adaptation des ménages devant l'environnement socio-économique.

Travail rémunéré hors ferme

Le tableau 8 présente le travail rémunéré à l'extérieur de la ferme pour les membres des ménages agricoles. L'élément le plus frappant ici est l'augmentation de l'embauche des femmes avec la modernisation des fermes familiales. À l'inverse, dans le cas des exploitations semi-capitalistes, plus la modernisation avance, moins les fermières s'emploient en dehors de chez elles.

TABLEAU 8

*Durée du travail payé hors ferme des femmes et des hommes,
selon le degré de modernisation et le type de rapports de production,
Cap-Saint-Ignace, 1979.*

MODERNISATION	RAPPORTS DE PRODUCTION					
	Familiaux		Semi-capitalistes		Capitalistes *	
	min/jour	N **	min/jour	N	min/jour	N
FAIBLE						
femmes	38	8	34	14		
hommes	287	14	35	14		
MOYENNE						
femmes	42	11	0	13		
hommes	188	16	0	13		
ÉLEVÉE						
femmes	218	2	0	7	225	5
hommes	0	2	0	7	0	5

* En raison du petit nombre de cas, les femmes et les hommes de ces fermes ont dû être exclus de l'analyse de variance.

** Le nombre de répondants sur chaque type de ferme comprenant des adultes des deux sexes est 131.

Effets principaux :	femmes	hommes
rapports de production	p < 0,11	p < 0,001
modernisation	p < 0,60	p < 0,219
interaction des deux phénomènes	p < 0,09	p < 0,295

La situation est quelque peu différente dans le cas des agriculteurs de sexe masculin. À mesure qu'augmente leur dépendance à l'égard des rapports de production capitalistes, ils s'embauchent de moins en moins à l'extérieur. Au degré supérieur de modernisation de l'exploitation, ils ne travaillent tout simplement plus au dehors, sans égard au mode de production pratiqué.

La modernisation d'une ferme familiale a un effet opposé sur le travail hors ferme des hommes et des femmes. Chez celles-ci, il augmente de trois heures par jour, en moyenne (de 38 à 218 min), tandis que chez leurs compagnons il chute de 287 minutes par jour à rien du tout.

Sur l'autre axe, celui des rapports de production, développement des rapports capitalistes et baisse de l'emploi hors ferme vont ensemble pour les deux sexes, avec une diminution beaucoup plus marquée pour les hommes. Cependant, cela dépend du degré de modernisation atteint : dans les fermes très modernes, l'embauche des femmes à l'extérieur est remarquable dans les fermes familiales et capitalistes, mais inconnue sur les fermes semi-capitalistes.¹⁷ Il n'y a aucun changement chez les hommes placés dans les mêmes situations. Sans égard au mode de production, les hommes des fermes fortement modernisées ne s'embauchent pas à l'extérieur. Dans l'ensemble, cependant, l'emploi des femmes ailleurs que sur la ferme semble beaucoup plus sensible à l'interaction entre les deux dimensions ($p < 0,09$) alors que celui des hommes est plus étroitement lié aux différences dans les rapports de production ($p < 0,001$).

Travail domestique

Nous avons aussi cherché à voir si la répartition des travaux domestiques, traditionnellement réservés aux femmes, avait changé dans les ménages de cultivateurs (Tableau 9).

Première constatation : le gros des tâches domestiques repose toujours sur les épaules des femmes, et ce, pour tous les types de ménage et malgré d'importantes variations entre les types. Même si aucune n'est carrément affirmée, certaines tendances méritent attention. Par exemple, la variation la plus grande de la charge domestique des femmes se manifeste dans les ménages échappant aux relations de production capitalistes (sur les fermes familiales). La modernisation semble réduire les tâches féminines d'une façon constante et plutôt radicale : elles chutent de 219 minutes (3,7 h) entre les degrés inférieurs et supérieurs. Il y a aussi une réduction du même genre chez les hommes, mais elle

17. Nous ne pouvons conclure, comme le fait SEGALIN (1980:194), qu'une femme qui ne participe pas au travail agricole a été « ménagérisée », n'ayant rien à faire « qu'à s'occuper de son intérieur et de ses enfants ». Elle semble avoir, au contraire, beaucoup à faire, consacrant en moyenne 225 minutes par jour (3,75 h) à un emploi hors ferme.

n'est pas aussi marquée, étant donné leur implication de toute façon minimale à ce chapitre.

Sur les fermes semi-capitalistes, la modernisation entraîne une augmentation de la charge domestique des femmes. Pour les hommes, rien ne change jusqu'à ce que la modernisation atteigne son sommet : leur tâche domestique tombe alors à zéro.

TABLEAU 9

*Durée des travaux domestiques des femmes et des hommes,
selon le degré de modernisation et le type de rapports de production,
Cap-Saint-Ignace, 1979.*

MODERNISATION	RAPPORTS DE PRODUCTION					
	Familiaux		Semi-capitalistes		Capitalistes *	
	min/jour	N **	min/jour	N	min/jour	N
FAIBLE						
femmes	444	8	291	14		
hommes	32	14	32	14		
MOYENNE						
femmes	376	11	389	13		
hommes	5	16	33	13		
ÉLEVÉE						
femmes	225	2	319	7	317	5
hommes	0	2	0	7	36	5

* En raison du petit nombre de cas, les femmes et les hommes de ces fermes ont dû être exclus de l'analyse de variance.

** Le nombre de répondants sur chaque type de ferme comprenant des adultes des deux sexes est 131.

Effets principaux :	femmes	hommes
rapports de production	$p < 0,43$	$p < 0,276$
modernisation	$p < 0,62$	$p < 0,126$
interaction des deux phénomènes		

Participation à la vie communautaire

La dernière comparaison porte sur le temps consacré par les femmes et les hommes aux associations et aux activités communautaires (Tableau 10). Les femmes des fermes familiales sont plus actives dans la communauté que celles des autres types, quel que soit le degré de modernisation atteint.

Même si les femmes et les hommes les plus impliqués dans leur communauté proviennent du même type de ferme (familiale, à moitié modernisée), l'explication

n'est pas la même pour les deux sexes. Chez les agriculteurs, c'est l'interaction entre la modernisation et les rapports de production qui est statiquement significative ($p < 0,068$); chez les agricultrices, c'est d'abord le mode de production qui fait la différence ($p < 0,05$). Dans les fermes semi-capitalistes, une modernisation plus avancée se traduit par une participation plus intense à la vie du milieu; dans la ferme familiale, le progrès de la modernisation commence par stimuler l'implication communautaire, puis, au sommet, il entraîne un retrait.¹⁸

TABLEAU 10

Participation des femmes et des hommes aux associations communautaires, selon le degré de modernisation et le type de rapports de production, Cap-Saint-Ignace, 1979.

MODERNISATION	RAPPORTS DE PRODUCTION					
	Familiaux		Semi-capitalistes		Capitalistes *	
	h/2 mois	N **	h/2 mois	N	h/2 mois	N
FAIBLE						
femmes	16,4	8	12,9	14	—	
hommes	15,4	14	13,7	14	—	
MOYENNE						
femmes	21,7	7	6,8	13	—	
hommes	35,5	12	15,5	13	—	
ÉLEVÉE						
femmes	7,5	2	8,3	7	3,2	5
hommes	8,0	2	27,4	7	12,8	5

* En raison du petit nombre de cas, les femmes et les hommes de ces fermes ont dû être exclus de l'analyse de variance.

** Le nombre de répondants qui participent aux activités extrafamiliales, pour chaque type de ferme comprenant des adultes des deux sexes est 123.

Effets principaux :	femmes	hommes
rapports de production	$p < 0,05$	$p < 0,18$
modernisation	$p < 0,61$	$p < 0,13$
interaction des deux phénomènes	$p < 0,26$	$p < 0,068$

18. Un examen plus poussé du tableau révèle une autre différence marquante dans la participation des femmes et des hommes. Les hommes de 6 types de ménage sur 7 sont plus actifs dans la collectivité que les femmes avec lesquelles ils vivent. Nous sommes donc ici en opposition avec

*
* *

Les conclusions à tirer de cette étude sont plutôt des avertissements. Le premier et le principal, c'est que toute généralisation sur la division sexuelle du travail au sein des ménages agricoles est actuellement plus que risquée. Le degré de modernisation de la ferme et sa dépendance des rapports de production capitalistes se combinent pour influencer les rôles sexuels au sein du ménage. Il y a une différence considérable, selon les types de ménage, entre la tâche des unes et des autres, et dans la manière dont les sexes réagissent aux deux processus de transformation ici privilégiés : chez les hommes, les activités domestiques et agricoles comme le travail hors ferme sont davantage influencés par la modification des rapports de production, alors que l'implication des femmes dans ces divers domaines fluctue considérablement en vertu des effets combinés de la modernisation et des rapports de production. L'inverse est vrai pour la participation aux groupements communautaires. Cela suggère la méfiance envers toute généralisation sur les modifications des rôles sexuels qui ne tiendrait pas compte des différents types de ménage.

Deuxièmement, il ressort de nos données que la relation entre l'environnement économique et le ménage n'est pas simple. Plusieurs des relations que nous avons identifiées comportent une interaction entre la modernisation et la dépendance à l'égard des rapports de production capitalistes. D'autres sont influencées par l'effet net de la modification des rapports de production (surtout dans le cas du travail des hommes à l'intérieur du ménage et de la participation des femmes à la vie communautaire). Ce serait une erreur, par conséquent, d'analyser l'une de ces dimensions sans tenir compte de l'autre.

Pour qui interprète la direction du développement agricole à partir des stratégies adoptées par les ménages et leurs membres pour réagir à l'évolution des conditions économiques, deux points importants doivent être considérés. *Primo*, notre analyse montre que les stratégies des deux principaux partenaires dans un ménage ne coïncident peut-être pas toujours. Il est clair, pour une femme, l'achat de terres, l'embauche de main-d'œuvre ou toute autre décision influant sur la modernisation ou les rapports de production pourront poser des exigences parfois très différentes de ce qu'il en coûte aux hommes. La mesure relative où chaque membre participe aux décisions joue donc vraisemblablement sur les engagements du ménage dans son ensemble.

d'autres études où l'effet contraire a été constaté (WATKINS, 1985; MCGHEE, 1984). Étant donné l'importance habituellement attachée à la participation des femmes à la vie communautaire, il s'agit d'un résultat quelque peu déconcertant qui devra être étudié plus en détail. C'est peut-être que le ménage ne peut permettre de participation très active aux affaires extrafamiliales que de la part d'un (ou peut-être de deux) de ses membres, mais cela n'explique pas pourquoi il serait plus probable que ce soit l'homme.

Secundo, dans la même perspective, notre étude suggère que la façon dont le ménage agricole est relié à l'économie générale pèsera aussi sur les opinions de ses membres, sur leur évaluation des mérites respectifs des options possibles et, par conséquent, sur leur choix d'une stratégie. Ainsi, il ne suffit pas de présumer que les changements économiques d'ordre général touchent toutes les femmes ou tous les hommes, également.

Ajoutons une dernière remarque sur la généralisation possible, à l'échelle sociétale, de nos constatations. Rien n'indique que le comté de Montmagny soit représentatif de tout le Québec : au contraire, notre échantillon contient probablement moins de fermes très modernes ou faisant appel à une importante main-d'œuvre salariée que dans d'autres régions, plus prospères ou plus près des grands centres. Mais on ne voit pas pourquoi les tendances que nous avons notées à Cap-Saint-Ignace (quant aux effets d'interactions combinés ou indépendants de la modernisation et des rapports de production) seraient uniques ou déviantes. Cela reste à voir, à partir d'études pour d'autres régions, et d'analyses plus générales.

Bill REIMER

*Département de sociologie et d'anthropologie,
Université Concordia.*

Frances M. SHAVER

*Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.*

BIBLIOGRAPHIE

- ABELL, Helen C., 1966, «The social consequences of the modernization of agriculture», dans : M.-A. Tremblay et W. J. Anderson (éds.), *Rural Canada in Transition*, Ottawa, Agricultural Economics Research Council of Canada, pp. 178-227.
- BERNIER, Bernard, 1980, «La pénétration du capitalisme», dans : N. Séguin, *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Boréal Express, pp. 74-91.
- BUTTEL, Frederick H., 1981, «American agriculture and rural america : Challenge for progressive politics», Cornell University, *Cornell Rural Sociology Bulletin Series*, 120, 41p.
- DION, Suzanne, 1983, *Les femmes dans l'agriculture au Québec*, Longueuil, Éditions de la Terre de chez nous, 165p.
- GHORAYSHI, Parvin, 1987, «Canadian agriculture: Capitalist or petit bourgeois?», *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 24, pp. 358-373.

- GRAFF, Linda, 1979, *The changing nature of farm women's work roles under the industrialization of agricultural production*, Hamilton, McMaster University, 333p. (mémoire de maîtrise en sociologie).
- HEDLEY, Max, 1976, «Independent commodity production and the dynamics of tradition», *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 13, 4, pp. 413-421.
- IRELAND, Gisele, 1983 *The Farmer Takes a Wife*, Chesley (Ontario), Concerned Farm Women, 100p.
- KOSKI, Susan, 1982, *Employment Practices of Farm Women*, Winnipeg, National Farmer's Union, 90p.
- LESSARD, Diane, 1976, *L'agriculture et le capitalisme au Québec*, Montréal, Éditions l'Étincelle, 174p.
- MCGHEE, Molly, 1984, *Women in Rural Life the Changing Scene*, Ontario, Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, 72p.
- REIMER, Bill, 1979, «Recent patterns of population change in Montmagny county», *Université Concordia, Rapport de recherche*, 3, 30p.
- REIMER, Bill, 1986, «Women as farm labor», *Rural Sociology*, 51, 2, pp. 143-155.
- REIMER, Bill et Frances M. SHAVER, 1988, «Les fermes familiales et les agricultrices au Québec», *Agriculture et politiques agricoles: transformations économiques et sociales au Québec et en France*, Paris, L'Harmattan.
- SEGALIN, Martine, 1980, *Mari et femme dans la société paysanne*, Paris, Flammarion, 211p.
- SHAVER, Frances M., 1980, «Farm and non-farm in rural Québec: a preliminary analysis», *Université Concordia, Rapport de recherche*, 8, 47p.
- SHAVER, Frances M., 1987, *Le travail des femmes à la suite des transformations de la production agricole, 1940-1980*, Montréal, Université de Montréal, 241p. (thèse de doctorat en philosophie).
- VERDON, Michel, 1973, *Anthropologie de la colonisation au Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 283p.
- WATKINS, Susan, 1985, *What Are You Worth? A Study of the Economic Contribution of Eastern Ontario Farm Women to the Family Farm Enterprise*, Ottawa, The Women's Program Secretary of State, 63p.